



Bundesministerium  
der Justiz und  
für Verbraucherschutz



LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE

Sous le Haut patronage du ministère de la justice  
et du Bundesjustizministerium  
(ministère de la justice allemand)

Sous la direction scientifique  
du Pr Philippe ROUSSEL GALLE,  
Professeur à l'Université de Paris

Université Paris Descartes  
Grand amphithéâtre  
12, rue de l'École de Médecine  
75006 Paris  
Métro Odéon

Inscription obligatoire en ligne à la page :  
[https://sig1.droit.univ-paris5.fr/colloque\\_11-12-2019/](https://sig1.droit.univ-paris5.fr/colloque_11-12-2019/)

Gratuit pour les universitaires, étudiants et juges  
100 € pour les professionnels



FACULTÉ DE DROIT  
D'ÉCONOMIE  
ET DE GESTION

UNIVERSITÉ  
PARIS  
DESCARTES



CEDAG EA 1516, Centre de droit des affaires et de gestion

Colloque international

# La directive du 20 juin 2019 : quel(s) droit(s) de la restructuration en Europe demain ?

Sous le Haut patronage du ministère de la justice  
et du Bundesjustizministerium (ministère de la justice allemand)  
Sous la direction scientifique du Pr Philippe ROUSSEL GALLE

Mercredi 11 décembre 2019  
9h00 - 16h00

Grand amphithéâtre de  
Université Paris Descartes  
12, rue de l'École de Médecine  
75006 Paris



Sous le Haut patronage du ministère de la justice  
et du Bundesjustizministerium (ministère allemand de la justice)

9h - Accueil

9h20 - Ouverture

### Sous la Présidence de M. Patrick ROSSI

*Sous-Directeur du Droit Économique,  
Ministère de la justice, Direction des Affaires Civiles  
et du Sceau*

## 10h - 12h LES CLASSES DE CRÉANCIERS. REGARDS CROISÉS

- **Quelle composition ? Qui décide ?**
- **Pour quelle(s) entreprise(s) et quelle(s) difficulté(s) ?**
- **Dans quel contexte économique, juridique et social ?**
- **Quel rôle pour le juge ?**
- **Exemples de droits étrangers**

M. Philippe ROUSSEL GALLE, Professeur à l'Université de Paris

M. Alexandre BORNEMANN, Chef du bureau du droit des procédures collectives, Ministère de justice et pour la protection des consommateurs, République Fédérale d'Allemagne

M. Jean-Luc VALLENS, Magistrat honoraire, ancien Professeur associé à l'Université de Strasbourg, expert auprès de la Commission européenne

M. Gaël COUTURIER, Administrateur Judiciaire à Paris, FHB

M. Patrick EHRET, Rechtsanwalt & Avocat (AMCO),  
Spécialiste en Droit international et de l'Union européenne,  
Schultze & Braun, Achern, Paris, Strasbourg

Réactions de M. Clément TIRET, Rapporteur au Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI)

et de M<sup>me</sup> Laurence-Caroline HENRY, Professeur,  
Avocat général à la Cour de cassation, membre expert du HCJP

12h - 14h - Déjeuner

### Sous la Présidence de M. Alexander BORNEMANN

*Chef du bureau du droit des procédures collectives,  
Ministère de justice et pour la protection des consommateurs,  
République Fédérale d'Allemagne*

## 14h - 15h LA PRÉVENTION

- **Quelles procédures préventives ?**
- **Quel rôle du juge ? Quel rôle du ministère public ?**
- **Vers des procédures hybrides ? Avec ou sans suspension des paiements ?**

M<sup>me</sup> Béatrice THULLIER, Professeur à l'Université Paris Nanterre  
Un représentant du Bureau du droit de l'économie des entreprises,  
Direction des affaires civiles du Sceau, Ministère de la Justice

M. Jean-Luc VALLENS, Magistrat honoraire, ancien Professeur associé à l'Université de Strasbourg, expert auprès de la Commission européenne

M. Paul-Louis NETTER, Président du Tribunal de commerce de Paris

M. Christophe THÉVENOT, Président du CNAJMJ

M. Reinhard DAMMANN, Avocat à la Cour

## 15h - 16h LES TPE ET LES MICRO ENTREPRISES

- **De la remise de dettes...**
- **... à leur effacement**
- **Les contraintes du principe «faillite sur faillite ne vaut » et le dessaisissement**

M<sup>me</sup> Jocelyne VALLANSAN, Conseiller à la Cour de cassation  
Un représentant du Bureau du droit de l'économie des entreprises,  
Direction des affaires civiles et du Sceau, Ministère de la Justice

M<sup>me</sup> Valérie LELOUP-THOMAS, Mandataire judiciaire

M<sup>me</sup> Milène BOCHE, Avocat à la Cour

**16h - Conclusion par M. Jean-François de MONTGOLFIER,**  
Directeur des affaires civiles et du Sceau, Ministère de la justice